

EFFETS DE LA GOUVERNANCE D'ENTREPRISE SUR LA PERFORMANCE DES PME EN REPUBLIQUE DU CONGO

Archange ONDONGO¹
Donald Dimitri ONOUNGA²
Sylvaniste ETSIBA³

Résumé :

Actuellement, la création d'entreprises joue un rôle prépondérant dans beaucoup d'économie des pays de la planète, où les questions de gouvernance et de leur performance ne sont pas négligeables. L'objectif de ce travail est d'analyser les effets de la gouvernance d'entreprise sur la performance des PME en République du Congo. Pour ce faire, nos investigations ont porté sur les données issues du recensement des très petites, petites, moyennes entreprises et des artisans permettant de dénombrer toutes les unités économiques (UE) installées sur le territoire national réalisé en 2017 par l'INS et concerne un échantillon de 11 105 unités. En utilisant un modèle probit ordonné, les résultats obtenus révèlent d'une part qu'au premier stade de développement de la PME, la gouvernance n'améliore pas la performance de ces derniers, et d'autre part, la gouvernance des PME améliore la performance à partir d'un chiffre d'affaire moyen via les variables tels que : le niveau d'éducation du dirigeant, avoir un numéro de registre et l'appartenance à un groupe de producteur en République du Congo. Ces résultats ont donné lieu aux implications de politique économique.

Mots clés : *Gouvernance, Performance, PME, République du Congo*

Classification JEL: G30, L25, H32, O55

Abstract

Today, business creation plays a major role in many of the world's economies, where issues of corporate governance and performance are not negligible. The aim of this study is to analyze the effects of corporate governance on SME performance in the Republic of Congo. To do so, our investigations focused on data from the census of very small, small, medium-sized enterprises and artisans enabling the enumeration of all economic units (UE) installed on the national territory carried out in 2017 by the INS and concerns a sample of 11,105 units. Using an ordered probit model, the results obtained reveal on the one hand that at the first stage of SME development, governance does not improve their performance, and on the other hand, SME governance improves performance from an average turnover via variables such as: the manager's level of education, having a registry number and belonging to a producer group in the Republic of Congo. These results gave rise to economic policy implications.

Keywords: *Governance, Performance, SME, Republic of Congo*

JEL Classification: G30, L25, H32, O55

¹ Stagiaire au Laboratoire de Recherches et d'Etudes Economiques et Sociales (LARES), Faculté des Sciences Economiques, Université Marien NGOUABI de Brazzaville, noelekoutoko@gmail.com

² Laboratoire de Recherches et d'Etudes Economiques et Sociales (LARES), Faculté des Sciences Economiques, Université Marien NGOUABI de Brazzaville, dimitri.onounga@umng.cg

³ Laboratoire de Recherches et d'Etudes Economiques et Sociales (LARES), Faculté des Sciences Economiques, Université Marien NGOUABI de Brazzaville, sylvanistetsiba@yahoo.fr

Introduction

La question de la performance occupe une place centrale et primordiale en matière d'évaluation des entreprises (Bergeron, 2000). La performance est le succès émanant non seulement des actions uniques de l'organisation, mais aussi des aptitudes de ce dernier à s'adapter, et même à s'appropriier les règles du jeu de concurrence dans son champ d'activité (Bocco, 2010).

La gouvernance d'entreprise est définie comme l'ensemble des mécanismes par lesquels les apporteurs de capitaux assurent la rentabilité de l'action (Shleifer et Vishny, 1997). Les Petites et Moyennes Entreprises (PME) ont une fonction importante dans l'économie de plusieurs pays, particulièrement ceux en développement, où elles représentent entre 80 et 95% des entreprises actives (Julien, 2005, cité par Lavigne et St Pierre, 2007).

Le BIT (2019) montre l'importance des micro-entreprises, des petites entreprises et des travailleurs indépendants dans la création des emplois (soit 70%) en 2019 dans le monde. Ainsi, ces derniers constituent un moteur pour le développement social et économique dans le monde. De plus, leur contribution est estimée à hauteur de plus de 50% du Produit intérieur brut (PIB) des différents pays de l'OCDE (BIT, 2019). Le BIT (2015) montre qu'en 2015 en Afrique, la part de la création nette d'emplois est de plus de 30% pour les PME de 5 à 19 salariés, moins de 30% pour les PME de 20 à 99 salariés et entre 20% et 30% pour les PME de 100 salariés ou plus. La part médiane de l'emploi en Afrique est de plus de 20% pour les PME de 5 à 19 salariés, entre 10% et 20% pour les PME de 20 à 49 salariés, presque 10% pour les PME de 50 à 99 salariés, entre 10% et 20% pour les PME de 100 à 249 salariés, entre 70% et 80% pour les PME de 5 à 249 salariés.

En raison de la fonction majeure jouant les PME dans l'économie de ces pays, leur performance devient une préoccupation primordiale. De ce fait, dans une de ces publications, Spanos (2005) suggère que la gouvernance d'entreprise a des implications majeures sur les perspectives de croissance d'une économie, en raison des pratiques appropriées qui affaiblissent les risques pour les investisseurs, attirent les capitaux d'investissement et améliorent la performance des entreprises. Une bonne gouvernance d'entreprise sert à soutenir une gestion efficace des risques, qui assure à son tour une flexibilité importante afin de répondre aux menaces imprévues et tirer profit des opportunités qui se présentent (Armeanu et al., 2017).

Malgré son importance, la performance pose un problème au niveau des firmes. C'est sous cet angle que Kengni et Tchitchoua (2020) énoncent que certaines entreprises se démarquent en réalisant de meilleures performances sur une longue période, alors que d'autres restent moins performantes sur des périodes successives. De même, Wirtz (2008) affirme que malgré cette prise de précaution de gestion, certaines entreprises enregistrent de meilleures performances alors que d'autres enregistrent des performances médiocres.

Le CPCCAF dans son Baromètre d'opinion des TPE-PME en Afrique francophone montre qu'en 2014, 16% des entreprises ont eu un chiffre d'affaires hors taxe supérieur à 200 millions de FCFA, 11% ont eu un chiffre d'affaires hors taxe entre 50 et 200 millions de FCFA, 28% ont eu un chiffre d'affaires hors taxe entre 5 et 50 millions de FCFA et 27% ont eu un chiffre d'affaires hors taxe inférieur à 5 millions de FCFA (CPCCAF, 2015). Sur les six derniers mois en Afrique centrale : 16% d'entreprises ont eu un chiffre d'affaires total en hausse, 46% ont eu un chiffre d'affaires total stable, 7% ont eu un chiffre d'affaires total en baisse.

Durant ces deux dernières décennies, le Gouvernement de la République du Congo s'engage à accroître la contribution du secteur privé à la création des richesses nationales par la diversification et la consolidation du secteur privé à travers sa politique nationale de développement des très petites, petites et moyennes entreprises et des artisans (INS, 2017). Les explications relatives à la problématique de la performance des entreprises sont bien connues dans la littérature empirique. Parmi ces explications, nous pouvons retenir les trois suivantes : le problème lié à la nécessité d'une diversification économique, le problème d'accès au financement et celui d'environnement des affaires.

En ce qui concerne la diversification, le PNUD (2012) stipule que l'économie Congolaise est vulnérable, car elle est caractérisée par l'étroitesse de la création de la richesse nationale fondée sur un modèle économique reposé sur un seul secteur, une croissance erratique propulsée par le secteur pétrolier ; la volatilité des coûts du produit d'exportation dominant et l'incertitude dans la maîtrise des moyens de paiement extérieur.

Pour le volet financement des unités économique, en République du Congo, dans l'ensemble, près de 24,3% des unités économiques ont obtenu le crédit contre 75,% qui n'ont guère obtenu le crédit (INS, 2017). De même, 29,18 % des moyennes entreprises accèdent beaucoup plus aux crédits, alors qu'il y a seulement 18,7 % des petites entreprises qui ont l'accès aux crédits, 81,9% des unités économiques financent leurs activités sur fonds propres. Dans l'ensemble, seulement, 8,5%, 3% et 1,2% de ces unités déclarent d'avoir bénéficié respectivement d'un apport familial, des dons et de crédits afin de financer leurs activités (INS, 2017).

Enfin, en ce qui concerne l'environnement ou climat des affaires, les Rapports Doing Business de 2017 ; 2018 ; 2019 et 2020 classent respectivement le Congo en 177^e position sur 190 pays en terme de la facilitation de faire les affaires avec un score de 40,58 et une seule réforme ; en 179^e position sur 190 pays en terme de facilitation de faire les affaires avec un score de 40,09 et une seule réforme ; en 180^e position sur 190 pays en terme de facilitation de faire les affaires avec un score de 38,2 et deux(2) réformes ; en 180^e position sur 190 pays en 2020 en terme de facilitation de faire les affaires avec un score de 39,5 et une seule réforme.

Au niveau des économies nationales, les PME ont une fonction durable se justifiant par leur capacité d'être un des piliers de croissance et un élément de développement incontestable du tissu économique. Alors, la mise en œuvre des mécanismes appropriés de gouvernance montre un acquis que l'entreprise pourrait utiliser pour avoir un atout en terme de concurrence tout en attirant le capital, en réduisant les risques financiers pour les investisseurs et par là le coût du capital (Louizi 2007).

En ce qui concerne plus spécifiquement la gouvernance d'entreprise (PME) en République du Congo, les données laissent apparaître les facteurs résultant des indicateurs qualitatifs des mécanismes de gouvernance adaptés aux PME ,des caractéristiques du promoteur-dirigeant et des caractéristiques d'unités économiques susceptibles de capter la gouvernance d'entreprise (l'appartenance de la PME à un groupement de producteurs ou une organisation d'entreprises, la détention d'un numéro de registre de commerce, le niveau d'éducation du promoteur-dirigeant, la durée de vie de l'entreprise, le sexe du promoteur dirigeant, la situation matrimoniale du promoteur dirigeant...etc) . De ce fait, il sied de signaler que 79,6% des promoteurs d'unités économiques en exercice sont des hommes et 20,4% sont des femmes ; les promoteurs de 30-39 ans sont mieux représentés (26%), ceux de 40-49 ans représentent le quart de l'ensemble des promoteurs, les jeunes promoteurs de moins de 30ans sont moins représentés (15,5%) ; les

promoteurs ayant les diplômes les plus élevés représentent : 20,1% pour le CEPE, 20,2% pour le BEPC/CAP, 8,9% pour le BAC, 24% n'ayant aucun diplôme et seulement moins de 3,8% pour le BAC+4 et plus master ; près de la moitié des promoteurs sont mariés (48,7%) et 17,2% sont célibataires, 24% en union libre, 1,1% divorcés et 6,9% sont veufs ; on compte sur le territoire congolais 38% des microentreprises, 32,1% des petites entreprises, 13,7% des moyennes entreprises, et 16,6 % des artisans sur 11105 unités recensées ; 33,22% d'unités économiques ont au moins 1ans d'existence, 30,27% d'unités ont 1 à 5ans d'existence, 15,30% d'unités ont 5 à 10 ans d'existence, 9,70% d'unités ont 10 à 20 ans d'existence, 11,52% d'unités ont 20 ans et plus (INS, 2017). En effet, l'appartenance de la PME à une organisation d'entreprises, la détention d'un numéro de registre de commerce et le niveau d'étude du manager peuvent-être des facteurs explicatifs du chiffre d'affaires des PME en République du Congo.

Ainsi, toutes ces préoccupations nous emmène à poser la question suivante : Quel est l'effet de la gouvernance sur la performance des PME en République du Congo ? De cette question, il est fixé l'objectif principal qui est d'analyser l'incidence de la gouvernance sur la performance des PME en République du Congo. De ce fait, l'hypothèse défendue dans cet article est que la gouvernance a un effet positif sur la performance des PME en République du Congo.

Dans la suite de cet article : la revue de la littérature constitue la première section ; la méthodologie fait partie de la deuxième section ; la présentation et l'interprétation des résultats font l'objet de la troisième section et enfin, la quatrième section porte sur la conclusion et les implications de politiques économiques.

I- Brève littérature économique du lien entre la gouvernance d'entreprise et la performance des PME

Dans la littérature économique, plusieurs travaux théoriques et empiriques ont été conduits pour prouver qu'il existe véritablement une relation entre la gouvernance et la performance d'entreprise et de même qu'il n'existe aucune relation entre la gouvernance et la performance d'entreprise. Sur le plan théorique, deux approches s'affrontent : L'approche actionnariale et l'approche partenariale.

La première approche rassemblant la théorie de l'agence (Berle et Means, 1932 ; Jensen et Meckling, 1976), la théorie du signal (Spencer, 1973) , la théorie de l'enracinement du dirigeant (Shleifer et Vishny, 1989), la théorie des droits de propriété (Smith, 1776 ; Berle et Means, 1932 ; Demsetz, 1967) est celle basée sur la seule relation actionnaire-dirigeant, où la mise en place de certains mécanismes organisationnels permettra de réduire les coûts d'agence et les coûts de transaction et gérer ainsi les conflits entre les propriétaires et les managers. Ces auteurs ont mis en lumière le comportement égoïste de maximisation d'intérêt personnel du dirigeant, car bien qu'il travaille sous un système de contrôle, il n'opte pas pour une gestion priorisant toutes les parties prenantes. Pour eux, la séparation entre propriété et décision, pouvant aboutir à un détournement de l'entreprise en faveur d'intérêts personnels (managériaux) serait toutefois contraire à un bon développement de la société, sachant que les actionnaires doivent être considérés comme la source de financement essentielle des entreprises ; ils affirment par conséquent, la suprématie de l'intérêt des actionnaires, pourvoyeurs des capitaux nécessaires à la croissance économique, le seul indicateur valable de la performance doit demeurer la création de valeur actionnariale, et ce dans une optique de long terme.

La seconde approche incluant la théorie de l'intendance (Davis, Schoorman et Donaldson en, 1997), la théorie des parties prenantes (Freeman, 1984), la théorie de la dépendance aux ressources (Pfeffer, Gerald et Slanick, 1978 ; Renard et Sparnot, 2011), la théorie des coûts de transaction (Coase, 1937 ; Williamson, 1985) intègre l'ensemble des parties prenantes dans le processus de contrôle et de surveillance des dirigeants, et permettant ainsi de faire face à leurs comportements opportunistes, via la mise en place des mécanismes de contrôle interne et externe. Pour ces derniers, l'entreprise est alors censée servir non pas l'intérêt exclusif des actionnaires, mais aussi celui de la société toute entière. Les dirigeants sont alors incités à prendre en compte les intérêts, parfois divergents, de toutes les parties prenantes, c'est-à-dire, selon l'acceptation la plus large, l'ensemble des groupes ou individus identifiables pouvant affecter ou être affectés par la poursuite des objectifs de l'entreprise. Dans ce cas, des considérations éthiques peuvent également être mises en exergue. Il en va ainsi de la nécessité du respect des droits de l'homme, et du développement des relations harmonieuses avec l'ensemble des parties prenantes (clients, fournisseurs, employés, communautés locales,...).

Sur le plan empirique, les résultats sont controversés, car certains prouvent l'existence d'une relation entre la gouvernance et la performance d'entreprise (Guetsopsateu, 2013 ; Makani et Temomo, 2018 ; Mushagalusa et Mmenge, 2020 ; Adjapong et Tauringana, 2015 ; Hakimaha et al., 2019 ; Gholami et al., 2022 ; Sylla et Natta, 2022 ; Fadil, 2005 ; Tajer et al., 2021, Salah et Kaouri, 2010 ; Mougou et Niyonshaba, 2015 ; Ougoujil et Rigar, 2019 ; Horogbe et Amanwa, 2021 ; Mendy et Diop, 2018 et d'autres prouvent qu'il n'existe aucune relation entre la gouvernance et la performance d'entreprise (Ougoujil et Rigar, 2019 ; Kolsi et Ghorbel, 2011). On a par exemple l'étude de Sylla et Natta (2022) au Bénin qui, en utilisant le modèle de régression ont obtenu comme résultats que la proportion du capital détenue par les trois premiers actionnaires a un effet positif et significatif au seuil de 5% sur la rentabilité financière. Cependant, Fitri, Ganatri, Hakimah et Sulbahri ont mené une étude sur l'impact de l'entreprise intrinsèque, gouvernance financière et Performance des PME indonésiennes en 2019 utilisant le modèle de données de panel et les résultats révèlent que la propriété familiale est négativement associée à la rentabilité indonésienne. Par ailleurs, Kolsi et Ghorbel (2011) ont analysé l'effet de la gouvernance sur la performance financière et boursière des entreprises canadiennes sur un échantillon de 134 entreprises en utilisant également un modèle de régression. Les résultats obtenus par les auteurs montrent que la gouvernance n'exerce aucun effet sur la performance financière et boursière.

En résumé, l'enseignement que nous pouvons tirer de cette revue est que théoriquement, il existe une abondante littérature portant sur la gouvernance d'entreprise et leurs performances. Il est constaté que, c'est l'approche partenariale qui tente de mieux apporter les réponses en matière de gouvernance d'entreprise. Pour les travaux empiriques, il est à noter de façon générale qu'il y a peu de travaux. Ces rares travaux recensés regardent obtiennent plus les effets positifs de la gouvernance sur la performance contrairement à ceux qui trouvent les effets négatifs.

II- Méthodologie

II.1- Modèle théorique

Durant tout au long de notre travail, plusieurs travaux économétriques nous ont permis de mettre en relation la gouvernance d'entreprise et la performance des PME en République du Congo.

Dans le cas de cette étude, nous nous inspirons du modèle théorique développé par Guetsopsateu (2021) ayant travaillé sur les «Modes de gouvernance et performance des PME Camerounaises ». Nous supposons que le modèle de l'auteur part de l'équation suivante :

$$y = f(X; Z) \quad (1)$$

y représente la performance, x est le vecteur captant les variables explicatives du modèle et z est le vecteur regroupant les autres variables explicatives ou de contrôle. Soit α_0 représentant la constante, α_p représente le paramètre associé aux variables d'intérêt et α_k représentant le paramètre associé aux autres variables explicatives ou de contrôle. De ces derniers on obtient l'équation suivante :

$$y = \alpha_0 + \sum \gamma_p X + \sum \lambda_k Z \quad (2)$$

p varie de 1 à 3 et k varie de 1 à 5.

En ajoutant les indices i et t correspondant respectivement à la PME et la période d'étude, cette équation se développe comme suit ;

$$y_{it} = \alpha_0 + \gamma_1 x_{it} + \gamma_2 x_{it} + \gamma_3 x_{it} + \lambda_1 z_{it} + \lambda_2 z_{it} + \lambda_3 z_{it} + \lambda_4 z_{it} + \lambda_5 z_{it} \quad (3)$$

Soit :

y_{it} : La performance de la PME à la période t ;

α_0 : La constante ;

γ_1 : Le paramètre associé à la participation du dirigeant au capital ;

γ_2 : Le paramètre associé à la politique de rémunération du dirigeant à la période t ;

γ_3 ; Le paramètre associé au contrôle du dirigeant par le conseil de famille à la période t ;

λ_1 : Le paramètre associé à l'âge de la PME à la période t ;

λ_2 : Le paramètre associé à l'endettement de la PME à la période t ;

λ_3 : Le paramètre associé au secteur d'activité de la PME à la période t ;

λ_4 : Le paramètre associé au réseau dirigeant-actionnaires/propriétaires à la période t ;

λ_5 : Le paramètre associé au numéro de registre de commerce à la période t.

L'auteur a capté la performance de la PME par la ROA, et en remplaçant chaque variable par son sigle on obtiendra l'équation ci-dessous :

$$ROA_{it} = \alpha_0 + \alpha_1 PDC_{it} + \alpha_2 PRD_{it} + \alpha_3 CDCF_{it} + \alpha_4 APME_{it} + \alpha_5 END_{it} + \alpha_6 SA_{it} + \alpha_7 RDA_{it} + \alpha_8 NRC_{it} \quad (4)$$

En raison de la disponibilité des données, dans le cadre de notre étude, l'on captera la performance de la PME par le chiffre d'affaires hors taxe (Chif-A3) et la gouvernance de la PME sera captée par la détention d'un niveau de registre de commerce par la PME (NRC), l'appartenance de la PME à un groupement de producteurs ou une organisation d'entreprises (AGP), le niveau d'éducation du promoteur-dirigeant (etude), la durée de vie de l'entreprise (Dur_vie_E_se) et le sexe du promoteur dirigeant (sexe).

Tableau 1 : Synthèse des variables du modèle

Variables particulières	Effets mesurés	Nature	Acronymes	Modalités	Signes attendus
Variables Dépendante	Chiffre d'affaire hors taxe	Qualitative	Y*	1= s'il est compris entre 0 et moins de 9 millions ; 2= s'il est compris entre 9 millions et moins de 50 millions ; 3= s'il est compris entre 50 millions et moins de 100 millions.	
Variables de gouvernance	Niveau d'éducation du PDG	Qualitative	NEPD	1=sans niveau ; 2= secondaire ; 3=supérieur	+
	Appartenance de la PME un groupement de producteurs	Qualitative	AGP	0=N'appartient pas ; 1= Appartient	+
	Numéro de registre de commerce	Qualitative	NRC	0=Elle à ce numéro ; 1= Elle n'a pas ce numéro	+
Variables de contrôle	Durée de vie de l'entreprise	Qualitative	Dur_vie_E_se	0= Moins de 1 ans ; 1= 1 ans à moins de 5 ans ; 2= 6 ans à moins de 10 ans ; 3= 11 ans à moins de 30 ans ; 4= 31 ans à moins de 50 ans ; 5= 51 ans à moins de 57 ans	+/-
	Sexe du dirigeant	Qualitative	Sexe	1= Homme ; 2= Femme	+/-

Source : Auteurs à partir de la littérature

II.2- Méthode d'estimation

Notre variable à expliquer (le chiffre d'affaires hors taxe) étant une variable polytomique ordonnée ou à modalités hiérarchisées, l'on fait recours au modèle probit ordonné. Soit y_i^* une variable latente continue que nous modélisons, elle caractérise le chiffre d'affaires hors taxe d'une entreprise, l'indice i correspond à la PME, δ_0 est la constante, δ_1 est le coefficient de corrélation dans le modèle, x_i correspond au vecteur captant toutes les variables explicatives du modèle (vecteur des valeurs des attributs des variables liées à la PME i) et ε_i représente le terme d'erreur suivant une loi normale. y_i^* est définie par la relation suivante :

$$y_i^* = \delta_0 + \delta_1 x_i + \varepsilon_i \quad (5)$$

Les valeurs prises par la variable y_i sont relatives aux intervalles dans lesquels se trouve y_i^* tout en définissant un modèle de décision suivant :

$$\left\{ \begin{array}{l} y_i = 1 \text{ si } y_i^* \leq C_1 \\ y_i = 2 \text{ si } C_1 < y_i^* \leq C_2 \\ y_i = 3 \text{ si } C_2 < y_i^* \leq C_3 \end{array} \right.$$

Soit $P_i =$ la probabilité d'apparition de chaque événement pour l'individu i et C_1, C_2, C_3 sont des constantes à estimer ordonnées de la manière suivante : $C_1 < C_2 < C_3$

Avec $C_1 = 9.000.000$; $C_2 = 30.000.000$; $C_3 = 100.000.000$

$$P_{i1} = \text{Prob}(y_i=1) = \Phi(C_1 - (\delta_0 + \delta_1 x_i))$$

$$P_{i2} = \text{Prob}(y_i=2) = \Phi(C_2 - (\delta_0 + \delta_1 x_i)) - \Phi(C_1 - (\delta_0 + \delta_1 x_i))$$

$$P_{i3} = \text{Prob}(y_i=3) = \Phi(C_3 - (\delta_0 + \delta_1 x_i)) - \Phi(C_2 - (\delta_0 + \delta_1 x_i))$$

Φ représente la fonction de répartition de la fonction de la loi de probabilité normale.

$$\Phi(t) = \frac{e^t}{1+e^t} \quad et = \sum_{i=0}^3 p_i = 1$$

$$L'équation de notre modèle est comme suit : y_i^* = \sum \delta_i x_i + \varepsilon_i \quad (6)$$

$$y_i^* = \delta_0 + \delta_1 NRC_i + \delta_2 AGP_i + \delta_3 Dur_vie_E_se_i + \delta_4 etude_i + \delta_5 sexe_i + \varepsilon_i. \quad (7)$$

II.3- Sources de données et analyses descriptives

Les données que nous utilisons dans le cadre de notre travail sont des données primaires, mises à notre disposition par l'INS et datent de 2017. Notre échantillon est constitué de 11 105 PME dans une logique où les PME sont des unités économiques dont le chiffre d'affaires est compris entre zéro et deux milliards de francs CFA. Nous avons porté notre choix sur cette base de données, car elle est l'unique base disponible qui permettant de récolter des informations proprement issues des PME, et surtout sur la disponibilité des variables susceptibles de conduire notre analyse. La présentation de l'analyse des statistiques descriptives est donnée dans le tableau 2 en annexe.

L'appréciation de ce tableau nous permet de constater que 59,52% des PME ne détenant pas un numéro de registre de commerce et 40,41% des PME ne détenant pas ce numéro ont respectivement un chiffre d'affaires faible ; 0,04% et 0,03% de ces PME détenant un numéro de registre de commerce ont respectivement un chiffre d'affaires moyen et élevé ; 76,59% des PME n'étant guère dans un réseau d'entreprises et 23,34% appartenant à un réseau d'entreprises ont respectivement réaliser un chiffre d'affaires faible ; 0,02% des PME n'appartenant à aucune organisation et 0,02% de celles appartenant à une organisation d'entreprises ont respectivement un chiffre d'affaires moyen ; 0,01% des PME n'appartenant à aucune organisation et 0,01% de celle appartenant à aucune organisation ont respectivement un chiffre d'affaires faible ; 43,18%, 43,84% et 12,93% des promoteurs étant sans niveau, ayant un niveau secondaire et ayant un niveau supérieur ont un chiffre d'affaires faible ; 0,03% des promoteurs ayant un niveau supérieur ont un chiffre d'affaires moyen et 0,01% et 0,01% des promoteurs ayant respectivement un niveau secondaire et sans niveau ont un chiffre d'affaires élevé ; 18%, 41%, 18%, 14%, 1% et 0,02% des PME respectivement de moins de 1 ans, de 1 à moins de 5 ans, de 5 à moins de 10 ans, de 10 à moins de 30 ans , de 30 à moins de 50 ans, de 50 à moins de 57 ans ont un chiffre d'affaires faible ; 0,02%, 0,01% des PME respectivement de 5ans à moins de 10ans, de 11ans à moins de 30 ans ont un chiffre d'affaires moyen et 0,01%, 0,01% des PME respectivement de moins de 1 ans, de 11 ans à moins de 30 ans ont un chiffre d'affaires élevé ; 79,51% et 20,42% des promoteurs respectivement de sexe masculin et féminin ont un chiffre d'affaires faible, 0,04% des promoteurs de sexe masculin ont un chiffre d'affaires moyen, et 0,01% et 0,02% des promoteurs respectivement de sexe masculin et féminin ont un chiffre d'affaires élevé.

III- Présentation et interprétation des résultats

Dans cette partie, on va d'abord faire la présentation des résultats, et ensuite passer à la phase d'interprétation des résultats.

III.1- Présentation des résultats

Avant de pouvoir procéder à l'estimation du modèle, l'on réalise au préalable les tests particuliers pour la validation du modèle. Pour un modèle ordinal, on utilise le test de Khi2 au préalable afin de vérifier s'il existe une liaison entre les variables inscrites dans notre modèle ci-dessus et la variable à expliquer tout en appréciant la validité statistique, et lorsque ce test marche l'on exécute les tests du rapport de vraisemblance et de Wald dans l'objectif de valider

globalement le modèle en confrontant les résultats à l'hypothèse de nullité simultanée des coefficients ; à cela s'ajoute le pseudo-R² permettant d'apprécier le pouvoir prédictif du modèle par les variables explicatives. Ces tests permettent également d'apprécier l'ajustement du modèle.

- Test d'interdépendance ou de liaison entre la variable expliquée et les variables explicatives (Test de Person chi2)

Tableau 3 : Résultats du test de Person chi2

<i>Var.expliquée et Var.ex</i>	<i>Person chi2</i>	<i>Probabilité</i>
<i>Chif.A3-NRC</i>	10,3002	0,000**
<i>Chif.A3-AGP</i>	4,7243	0,09*
<i>Chif.A3-etude</i>	27.7030	0,000**
<i>Chif.A3-Dur-Vie-E-se</i>	74,3049	0,000**
<i>Chif.A3-Sexe</i>	11,5308	0,042**

Source : Auteurs à partir de Stata

*p.value < 0.1, **p.value < 0.05, ***p.value < 0.01.

L'analyse de ce tableau montre l'existence d'une liaison des variables explicatives choisies dans le modèle et le chiffre d'affaires hors taxe. Le numéro de registre de commerce est lié au chiffre d'affaires au seuil de 5%, l'appartenance de la PME à un groupement de producteurs ou organisation d'entreprises est liée au chiffre d'affaires au seuil de 10%, le niveau d'étude et la durée de vie de l'entreprise ou l'âge de l'entreprise sont liés au chiffre d'affaires 5%, le sexe du dirigeant est lié au chiffre d'affaires au seuil de 5%. De cette analyse, nous pouvons dire que statistiquement notre modèle est validé. Sur ce, nous retenons ces variables dans notre régression.

Tableau 5 : Résultats relatifs aux effets marginaux

<i>Chif_A3</i>	<i>Y=1</i>		<i>Y=2</i>		<i>Y=3</i>	
	<i>dx/dy</i>	<i>p > z </i>	<i>dx/dy</i>	<i>p > z </i>	<i>dx/dy</i>	<i>p > z </i>
<i>NRC</i>	-0,0390575	0.000 **	0,0191505	0.000 **	0,0112474	0.000 **
<i>AGP</i>	-0,0091704	0.071***	0,0044964	0.071***	0,0026408	0.071***
<i>dur_vie_E_se</i>	-0,0088748	0.000 **	0,0043514	0.000 **	0,0025557	0.000 **
<i>Etude</i>	-0,0131506	0.000 **	0,0064479	0.000 **	0,003787	0.000 **
<i>Sexe</i>	0,0058154	0.285	-0,0028514	0.285	-0,0016747	0.285
<i>Observations</i>						10135
<i>LR chi2</i>						154,8
<i>Prob > chi2</i>						0.0000
<i>Log likelihood</i>						-2404.735
<i>Pseudo R²</i>						0.0312
<i>wald (chi2)</i>						0,0001

Source : Auteurs à partir de Stata

*significatif au seuil de 10%, **significatif au seuil de 5%, ***significatif au seuil de 1%.

Au regard du tableau 5 des résultats, d'après les tests de Wald et du rapport de vraisemblance, il est remarqué que l'hypothèse de nullité simultanée des coefficients est rejetée, car la probabilité de χ^2 est inférieure à 5%. Donc, le modèle complet qui inclut l'ensemble des variables, comporte au moins une variable explicative significative, et la probabilité associée à la statistique LR étant nulle donc l'hypothèse de nullité simultanée des coefficients est également rejetée.

Les résultats des tests de Wald et du rapport de vraisemblance nous conduisent à confirmer que les variables prédictives emmènent significativement de l'information dans l'explication des valeurs prises par la variable dépendante (le chiffre d'affaires hors taxe). Le pseudo R-carré est de 0,0312, ce qui signifie que les variables indépendantes expliquent à hauteur de 3% notre modèle. Enfin, nous confirmons que le modèle est validé globalement et de même sur le plan statistique. Ces analyses nous conduisent à l'interprétation des résultats.

III.2- Interprétation des résultats

L'appréciation de ce tableau nous renseigne que les variables de gouvernance suivantes : NRC, AGP et étude sont statistiquement significatives et exercent un effet positif et négatif sur la réalisation chiffre d'affaires et seule la variable sexe est non significative et n'exerce aucun effet sur la réalisation du chiffre d'affaire.

-Influence négative de la gouvernance sur le chiffre d'affaires

Ici, nous remarquons que détenir un numéro de registre de commerce réduit de 0,04% la probabilité de réalisation du chiffre d'affaires au seuil de 5%, appartenir à un groupement d'entreprises baisse de 0,01% la probabilité pour une PME de réaliser un chiffre d'affaires au seuil de 1%, le niveau d'éducation du manager réduit de 0,01% la probabilité de réalisation du chiffre d'affaires au seuil de 5%. Ceci s'explique par le fait qu'à ce niveau d'activité les PME sont encore au stade d'immaturation, n'appartenant à aucun groupe et ne mettent pas beaucoup d'attention aux mesures de gouvernance susceptible d'impacter leurs structures.

-Influence positive de la gouvernance sur le chiffre d'affaires

En appréciant ce tableau des résultats, l'on constate qu'il y'a une relation significative et positive entre la gouvernance et le chiffre d'affaires. Alors, nous interprétons ces résultats comme suit : détenir un numéro de registre de commerce pour une PME augmente de 0,02% et 0,011% la probabilité de réalisation du chiffre d'affaires. Ce résultat est confirmé par les travaux de Guetsopsateu (2021) su que détenir un numéro de registre de commerce influence la performance de la PME. Les résultats de Fajnzylber, Maloney et Rojas (2006) au Mexique confirment également nos résultats, car ils montrent que le fait d'être enregistré par l'administration fiscale augmente performance des micros entreprises mexicaines de 20%. Cela s'explique par le fait que l'exercice légal ouvre le champ d'opportunité et d'épanouissement des activités d'une PME, offre à la PME une certaine visibilité aux yeux des parties prenantes comme les actionnaires qui investissent avec assurance. En ce qui concerne l'accès au crédit et subventions, les institutions comme les banques et les micros finances accordent plus

d'opportunités aux entreprises exerçant légalement, de même ces entreprises sont prioritaires lorsque l'Etat ou les structures attachées, les collectivités locales subventionnent les structures entrepreneuriales.

- L'appartenance d'une PME à un réseau ou groupement d'entreprises augmente de 0,004% et 0,003% la probabilité pour une PME de réaliser le chiffre d'affaires au seuil de 1%. Ce résultat confirme les travaux de Makani et Temomo en 2018 affirmant que l'appartenance d'une PME à l'association camerounaise des entreprises de microfinance, influence sa performance. Cela confirme également les travaux de Fajnzylber, Maloney et Rojas (2006) au Mexique montrant que le fait d'être membre d'une organisation augmente de 10% la performance des micro-entreprises. Enregistré par l'administration fiscale et d'être membre d'une organisation d'entreprise augmente la performance des micro-entreprises mexicaines de 20% et de 10% respectivement. En plus, être enregistré par l'administration fiscale augmente la durée de vie des entreprises mexicaines, et la décision de se formaliser augmente avec l'âge de l'entreprise ainsi que sa taille (Fajnzylber, Maloney et Rojas, 2009). Dans la même logique, Monteiro et Assunção (2006) trouvent qu'exercer avec une licence augmente de 13% les bénéfices des micro-entreprises brésiliennes et que cette augmentation s'explique par la propension pour ces firmes à exercer leurs activités en dehors de leur local. Il confirme également l'analyse de Auret (2012) réalisée en France portant sur «Le groupement d'entreprises, une stratégie entrepreneuriale complémentaire aux outils traditionnels de gestion : diversité des objectifs et des résultats recherchés par l'entreprise ». Ce dernier nous apprend que les groupements sont des accélérateurs de performance, ils servent au développement du chiffre d'affaires des membres, au maintien et la création d'emplois, au développement des compétences et de l'employabilité des salariés, au développement de la représentativité du secteur d'activité...etc, à avoir une image, une notoriété et une reconnaissance du réseau et de la profession ou de la thématique qu'il porte vis-à-vis des parties prenantes économiques sur le territoire.

- Le niveau d'étude du manager augmente de 0,006% et 0,004% la probabilité de réalisation par une PME d'un chiffre d'affaires au seuil de 5%. Nyaga (2019) en analysant la performance des PME Camerounaises arrive à affirmer que la formation du dirigeant améliore la performance des PME. Ce résultat confirme l'analyse de Pigé (2002) en montrant la pertinence du niveau d'éducation d'un manager sur la structure de la gouvernance d'une entreprise. Les connaissances acquises par un manager est un atout qui lui permet de prendre des bonnes décisions pour son entreprise. L'analyse de Lee et Tsang (2001) confirment également ce résultat appréhendant que plus la formation académique, est avancée ou spécifique, plus le manager serait inciter d'opter pour des stratégies de croissance soutenues. détenteur de connaissances a cet av est mieux placé pour adapter son entreprise dans un marché parfois plein de risque, ses connaissances lui permettent de rendre plus visible sa structure aux yeux des actionnaires, il sait prendre les décisions lorsque son entreprise a des besoins d'épanouissement, donc ses connaissances constitue un moteur pour booster les besoins de performances.

En dépit de toutes ces analyses, il sied de signaler que le fait qu'une PME exerce légalement cela augmente sa chance d'être performante, plus le dirigeant est éduqué plus sa PME sera performante, et le fait qu'elle soit membre de d'un réseau ou organisation d'entreprises cela stimule sa performance, donc la gouvernance a un effet significatif et positif sur la performance des PME en République du Congo.

Conclusion et implications de politiques économiques

La plus grande innovation des objectifs du développement durable a été de mettre les entreprises au centre dans le processus d'atteinte de ces objectifs. Actuellement, vue la fonction majeure que joue les PME dans les économies du monde, les gouvernements et les institutions ont mis un accent primordial sur la thématique de la PME. En effet, cet article avait pour objectif d'analyser les effets de la gouvernance sur la performance des PME en République du Congo.

Pour ce faire, les résultats obtenus impliquent que pour redresser la santé entrepreneuriale du Congo : les entrepreneurs doivent se rassembler davantage en réseaux ou groupement d'entreprises pour leur permettre d'être plus performantes, ils doivent respecter le système légal c'est-à-dire exercer légalement ce qui ouvrira leur champ d'action et ces derniers doivent recourir aux formations professionnelles afin d'améliorer leur capital humain.

Ainsi, il est indispensable pour les autorités publiques de mettre un accent essentiel sur l'épanouissement du secteur privé en allouant un budget assez suffisant dans le processus d'atteinte de ses objectifs de diversification économique, tout en révisant leurs codifications en matière de facilitation de faire les affaires. Elles peuvent mettre en place des réformes afin de permettre aux entrepreneurs de mieux entreprendre, mais également d'encourager ces entrepreneurs par le moyen des subventions, des ateliers de formation, des conférences. Ces dernières doivent mettre en place un fond de garantie spécial pouvant faciliter l'accès au crédit pour les PME ou soit créer une banque des PME.

Ces résultats obtenus bien qu'ils soutiennent l'hypothèse formulée dans ce travail sur le plan économétrique, présentent tout de même certaines limites. Parmi ces limites, il y a : Le problème de données, car le manque de réalisation Les données utilisées pour faire notre analyse datent de 2017, donc nous pouvons affirmer que certaines réalités ne sont plus les mêmes ; l'absence dans le questionnaire d'un certain nombre d'informations liées non seulement aux variables issues des mécanismes relatifs au conseil d'administration, conseil d'audit, conseil de famille, mais également à celles liées à la structure de la propriété (actionnariat) n'ont pas été pris en compte en raison leur existence dans la base. On peut ajouter à cela le manque d'accès aux données concernant la comptabilité et les états financiers des PME pouvant permettre de recourir aux variables comme la ROA et la ROE pour apprécier la performance de ces structures.

Au-delà de cette analyse, nous pensons qu'un thème similaire mais, traité avec une base de données incluant plus de mécanismes pourrait faire l'objet d'un travail futur afin de favoriser une meilleure connaissance de l'influence de la gouvernance sur la performance des PME en République du Congo.

Références bibliographiques

- Afrifa, G. A., & Tauringana, V. (2015). *Corporate governance and performance of UK listed small and meduim entreprises*. *Corporate governance*, 15 (5), 719-733.
- Auret, G. (2012). *Le groupement d'entreprises, une stratégie entrepreneuriale complémentaire aux outils traditionnels de gestion : diversités des objectif et des résultats recherchés par l'entreprise*. Recherche sur l'entrepreneuriat, Montpellier_Espace Richter_Faculté d'AES, juin 2012.
- BEAC (2021). *Bulletin Economique et Statistique..*

- BEAC (2021). *Etude sur la vulnérabilité de l'économie congolaise et ses perspectives de diversification*.
- Berle A., & Means, G. (1932). *The Modern Corporation and Private Property*, Harcourt, Brace and World, New York.
- BIT (2015). *Les petites et moyennes entreprises et la création d'emplois décents et productifs*.
- BIT(2019). *Emploi et questions sociales dans le monde : Tendances pour 2019* .
- Bocco, B.S. (2010). *Perception de la notion de la performance par les dirigeants des petites entreprises en Afrique*. *Revue des sciences de gestion*, 117-124.
- CES (2007). *PME et commerce extérieur*. Avis et rapport du Conseil Economique et Social, présenté par Jean François Roubaud, juillet 2007.
- Coase, R.H. (1937). *The nature of the firm*, *Economica*.N.S., 4, Novembre. Traduction française, "La nature de la firme", *Revue Française d'économie*, II, Hiver.
- CPCCAF (2015) . *Le Baromètre de l'opinion des entreprises africaines* ,18 pages.
- Davis, J. et Schoorman, D. et Donaldson, L. (1997). *Toward a Stewardship Theory of Management* . *Academy of Management Review*, Vol22, N1, p.20-47.
- Demsetz, H. (1967). *Toward a theory of property right*. *American Economic Review*, 57, 347-359.
- Fadil, N. (2005). *Introduction en Bourse, conduite stratégique et performance des moyennes entreprises françaises : une étude empirique* . *Presses de l'Université du Québec*.
- Fajnzylber, P., W.F. Maloney et G. Montes-Rojas. (2009). *Releasing constraints to growth or pushing on a string? Policies and performance of Mexican micro-firms*. *Journal of Development Studies*; 45;1027-1047.
- Freeman, R. E.(1984). *Strategic Management : A Stakeholder Approach*.
- Gholami, A.; Murray, P.A.; Sands, J. (2022). *Environmental, Social, Governance & Financial Performance Disclosure for Large Firms : Is This Different for SME Firms ?* *Sustainability* 2022, 14, 6019. <https://doi.org/10.3390/su14106019>.
- Guetsopsateu, S. F. A. (2020) .*Systèmes de gouvernance et performance des PME : une étude empirique dans le contexte camerounais* . *Revue Alternatives Managériales Economiques*. Vol 3, n°4 (Octobre, 2021), pp: 258-276.
- Hamad, B.H., & Karoui, A. (2010). *The SMEs Governance Mechanisms Practices and Financial Performance : Case of Tunisian Industrial SMEs* . *International Journal of Business and Management*. Vol.6, n°7.
- Horogbe, R., & Amanwa Garandi, A. (2021). *Mécanismes de gouvernance et performances financières des PME familiales : une étude empirique menée en contexte camerounais*. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 2(2), 179193. <https://doi.org/10.5281/zenodo.4641498>.
- INS (2017). *Recensement des Très Petites, Petites et Moyennes Entreprises au Congo* .
- Jensen, M. C.et Meckling. (1976) . *Theory of the firm : managerial behavior, agency costs and owner structure*. *Journal of financial Economics*, vol.3, p. 305-360.
- Kengni, F et Tchitchoua. (2020). *Structure de gouvernance et performance des entreprises*. *Revue Economie, Gestion et société* n°23, février 2020.

- Kolsi, M. & Ghorbel, H.(2011). Effet des mécanismes de gouvernance sur la performance financière et boursière : cas des entreprises canadiennes. *Comptabilités, économie et société*, 1-24.
- Lee, D. K. et Tsang, E. W. (2001). *The effects of entrepreneurial personality, background and network activities on venture growth*. *Journal of Management Studies*, 38(4), 583-602.
- Makani, S. R. & Temomo, W.R. (2018). Gouvernance et croissance des PME Camerounaises : une étude empirique du cas spécifique des EMF. *Revue du Contrôle de la Comptabilité et de l'Audit*. Numéro 5 : juin 2018.
- Mendy, M & Diop, A. (2018). Profil du dirigeant, choix des mécanismes de gouvernance et performance des entreprises familiales africaines: une analyse à partir des données sénégalaises. *African management review* ISSN: 2509-0097 VOL.3 (1) 2018 (PP.69-92) <http://revues.imist.ma/?journal=RAM>
- Moungou, M. S. & Niyonsaba, S. E. (2015). Efficacité des mécanismes de gouvernance des PME : une évaluation empirique en contexte camerounais. *Revue internationale PME.*, 28 (1), 57-85. <https://doi.org/10.7202/1030480> ar.
- Mushagalusa, N. J & Mmengué, A. (2020). Gouvernance et performance des Petites et Moyennes Entreprises de la ville de Bukavu en RDC : rôle modérateur du caractère familial de la PME. *Revue Internationale du chercheur* « Volume 1 : Numéro 1 » pp : 154-175.
- OCDE (2019). *Des citoyens partenaires, Informations, consultation et participation à la formulation des politiques publiques*. Site web de l'Organisation de Coopération et de Développement économique, [En ligne].
- Pfeffer, J. et Salancik, G. R. (1978). *The External Control of Organisations, A Resource Dependence Perspective*, Harper & Row, New York.
- PNUD (2012). *Etude sur la vulnérabilité de l'économie congolaise et ses perspectives de diversification*, 222 pages.
- Rapport de la CNUCED(2022). *Repenser les fondements de la diversification des exportations en Afrique : Le rôle de catalyseur des services financiers et des services aux entreprises*. .
- Ross, S. A. (1973). *The economic theory of agency: the principal's problem*. *American Economic Review*, vol. 63, n°2, p.134-139.
- Rozeff, M. S. (1982). *Growth,bests and agency costs as dterminants of dividend payout ratios*. *Journal of Financial Research*, vol.5, p.249-259.
- Shleifer et Vishny (1989). *A survey of corporate governance*. *Journal of Finance*, 1997, vol. 52, p.737.
- Shleifer, A et Vishny (1989). *Management entrenchement : the case of manager specific investments* . *Journal of Financial Economics*, vol.25,p.123-139.
- Spanos, j. (2005). *Corporate governance in Greece : developments and policy implications*. *Corporate Governance : The international journal of businessin society*.
- Sylla, D. K. & Natta, G. (2022). Structure de l'actionnariat et performance financière des petites et moyennes entreprises au Bénin. *Revue Internationale des Sciences de Gestion* « Volume 5 : Numéro 3 » pp : 930-945.
- Tajer, A. et al. (2021). Gouvernance interne et performance financière des PME familiales. *Revue Internationale des Sciences de Gestion* « Volume 5 : Numéro 1 » pp : 967-998.

Williamson O.E., (1985). *The economic institutions of capitalism*. p.1, The Free Press, New York.

Wirtz, P(2008). Compétences, conflits et Création de valeur : Vers une approche intégrée de la gouvernance. *Finance –Contrôle-Stratégie*, vol.9, N2, pp.187-201.

Annexes :

Tableau 2: description des variables en pourcentage de modalité

Variables et modalités	Chiffre d'affaire faible	Chiffre d'affaire moyen	Chiffre d'affaire élevé
	<i>Proportions</i>	<i>Proportions</i>	<i>Proportions</i>
<i>NRC</i>			
Elle n'a pas ce numéro	59,5	0	0
Elle a ce numéro	40	0,4	0,1
<i>AGP</i>			
N'appartient pas	76	0,1	0,91
Appartient	23	0,1	0,1
Etude			
Sans niveau	43,02	0	0,02
Secondaire	44,01	0	0,01
supérieur	12,03	0,03	0
<i>Dur_vie_E/se</i>			
Moins de 1ans	20	0	0,01
1ans à moins de 5ans	40	0	0
5ans à moins de 10ans	20	0,02	0
11ans à moins de 30ans	13	0,01	0,01
31ans à moins de 50ans	1	0	0
51 ans à moins de 57ans	0,02	0	0
Sexe			
Masculin	79	0,03	0,01
Féminin	20	0	0,01

Source : auteurs à partir des données de l'INS 2017